



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement, du Fonds
des Nations Unies pour la population
et du Bureau des Nations Unies
pour les services d'appui aux projets**

Distr. générale
19 juillet 2011
Français
Original : anglais

Deuxième session annuelle de 2011
6-9 septembre 2011, New York
Point 3 de l'ordre du jour provisoire
Programmes de pays et questions connexes

**Projet de descriptif de programme de pays
pour la République démocratique populaire lao
(2012-2015)**

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Analyse de la situation	2
II. Résultats de la coopération passée et enseignements à en tirer	4
III. Programme proposé	5
IV. Gestion, suivi et évaluation du programme	7
Annexe	
Cadre des résultats et d'allocation des ressources	8



I. Analyse de la situation

1. La République démocratique populaire lao a connu une croissance économique impressionnante et a réduit la pauvreté de moitié pendant les deux dernières décennies. Le pays a également fait des progrès réguliers en matière de développement humain et est en train d'atteindre la moitié des objectifs du Millénaire du développement (OMD). L'économie a connu une croissance de plus de 7 % annuellement entre 2001 et 2010. La croissance a augmenté grâce au flux croissant des investissements étrangers directs (IED) dans les industries d'extraction (mines et bois), dans l'hydroélectricité et dans les cultures agricoles industrielles. La République démocratique et populaire lao va pleinement intégrer la zone de libre échange de l'Association des nations de l'Asie du sud-est (ASEAN) d'ici 2015 et se prépare à rejoindre l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

2. Parallèlement, la croissance du produit intérieur brut (PIB) exige de plus en plus de capitaux et limite par conséquent la création de main d'œuvre et de moyens de subsistance pour les travailleurs laos. La croissance élevée au cours des récentes années n'a pas été très inclusive ou équitable. Ce fait est reflété dans l'augmentation significative des inégalités de revenus dans ces dernières années. Bien que la proportion de la population qui vit dans la pauvreté ait été réduite à 27,6 %, la quasi pauvreté reste très étendue dans les zones rurales où la vaste majorité de la population lao vit et travaille seulement pour subsister.

3. Des efforts plus grands doivent être déployés pour répondre aux défis les plus pressants du pays en terme d'objectifs du Millénaire du développement, notamment le niveau élevé de la malnutrition infantile, le taux élevé de la mortalité maternelle et la vulnérabilité environnementale qui s'accroît de plus en plus. Parallèlement, des efforts plus grands sont nécessaires pour réduire les disparités entre les genres, les groupes ethniques et les régions. Les inégalités sexuelles sont reflétées dans l'inscription faible des filles à l'école, la mortalité maternelle élevée et la représentation faible des femmes dans des positions de prise de décision dans le gouvernement, y compris au niveau de la gestion aussi bien dans le service civil que dans le judiciaire.

4. Le pays a ratifié six des neuf traités fondamentaux des droits de l'homme et le rôle de contrôle de l'Assemblée nationale s'est développé de manière continue. Toutefois, la participation de la population au débat public et au processus de prise de décision est encore limitée. Les récentes mesures pour ouvrir un espace à la société civile peuvent contribuer à nourrir un débat plus ouvert et plus profond. Une attention prioritaire doit être accordée à un plus grand développement de la règle du droit, à l'accès à la justice, à l'amélioration de l'information et à la collecte de données afin de mieux éclairer une politique efficace et le processus de prise de décision. Le système administratif fait face au défi posé par la dispersion de la population ainsi que par les contraintes de capacité dans la planification axée sur les preuves, l'élaboration des politiques, la gestion basée sur des résultats, le suivi, l'application des lois et la prestation effective des services sociaux de base, spécialement dans les zones rurales.

5. La croissance économique basée sur des ressources naturelles exerce également de nouvelles pressions sur les moyens de subsistance traditionnels et les actifs environnementaux précieux. La déforestation est sévère, les pratiques non – durables d'utilisation des terres et le gaspillage de l'eau ne font que croître. Les

préoccupations à propos de la sécurité foncière des familles laos et des communautés dans les zones rurales augmentent également avec de sérieuses implications potentielles en matière de pauvreté, d'équité, de gestion communautaire et d'actifs écologiques. Diminuer la vulnérabilité du pays aux effets du changement climatique mondial et aux catastrophes naturelles récurrentes (inondations, sécheresse, ouragans tropicaux, glissements de terrains) exigera des ressources supplémentaires et le renforcement de l'alerte et des capacités nationales. Il y a une nécessité urgente d'adopter des mesures effectives pour appuyer l'adaptation au changement climatique, la gestion des ressources naturelles et la prise de décisions plus transparentes en ce qui concerne les ressources naturelles

6. Le pays reste contaminé de manière significative par les munitions (UXO) qui n'ont pas explosé lors de la guerre d'Indochine. Ce problème touche toutes les provinces et provoque la mort ou des blessures, tue à près de 300 personnes par an. Il affecte également de manière négative le développement et la réduction de la pauvreté par les contraintes qu'il exerce sur les moyens de subsistance en retardant le défrichage des terres et en augmentant les coûts des investissements. Étant donné la forte corrélation entre la contamination par UXO et la prévalence de la pauvreté, le gouvernement s'est engagé à atteindre le nouvel objectif 9 du Millénaire du développement en réduisant l'impact UXO. L'assistance aux victimes sera incluse dans ces efforts.

7. Le septième Plan de développement socioéconomique national (PNDSE) pour 2011-2015 vise au maintien de la forte croissance du PIB à 8 % annuellement au minimum, à la réalisation des objectifs du Millénaire d'ici 2015 et à des progrès substantiels en vue de la sortie de la liste des pays les moins avancés (PMA) d'ici 2020. Ce sont là des objectifs valables mais très ambitieux. Parallèlement, le développement du septième PNDSE reste très dépendant de l'assistance officielle au développement (AOD) et notamment IDE. Le septième plan voudrait bénéficier de 4 milliards de dollars de AOD pour 2011-2015. Ce montant serait le double de celui des cinq années précédentes. Étant donné le large volume des ressources exigées pour atteindre l'échelle de développement envisagée, l'appui à la mobilisation de ressources hautement stratégiques ainsi qu'une planification et une budgétisation plus inclusive des ressources limitées devraient être envisagés.

8. Le gouvernement a employé de manière efficace le processus de la table ronde pour s'assurer que l'assistance internationale au développement correspond au développement des priorités. En cogérant ce processus avec le gouvernement, le PNUD a joué un rôle important d'avant garde parmi les partenaires du développement. Ce rôle a permis au PNUD de tirer profit de ses ressources limitées bien au-delà de ses programmes de base dans des domaines importants. Ce travail inclut : l'aide au développement du septième PNDSE axé sur les objectifs du Millénaire du développement, la signature d'un compact OMD, l'accueil de la Première réunion des États parties à la Convention sur les armes à sous munitions (CCM). À la suite d'une table ronde qui a connu un grand succès en octobre 2010, le PNUD a eu la responsabilité et la grande opportunité d'aider le gouvernement et l'ensemble de la communauté du développement à atteindre des objectifs intéressants du Septième PNDSE, notamment les objectifs du Millénaire du développement.

II. Résultats de la coopération passée et enseignements à en tirer

9. Les principales leçons sont tirées de l'Évaluation des résultats du développement (ADR), de l'examen à mis parcours du plan d'action du programme de pays, des évaluations des réalisations et des évaluations des projets individuels. Des leçons importantes sont également tirées de la coopération passée par le processus des tables rondes.

10. Le processus de la table ronde a été au centre du partenariat spécial du PNUD pour le développement avec la République populaire démocratique lao. Ce partenariat a été construit sur plusieurs années de confiance, de conseil désintéressé et d'aide à point nommé dans des domaines critiques. Le PNUD est en position de continuer à faire fond sur ce partenariat pour aider le gouvernement à mettre en œuvre de manière efficace le septième PNDSE; à aider à mobiliser et à gérer les ressources nécessaires; à atteindre les objectifs du Millénaire du développement dans la ligne du Cadre d'accélération des OMD; et à aider la République populaire démocratique lao à sortir du statut de PMA. L'expérience a montré combien il est important de faciliter un débat plus ouvert et approfondi sur les questions importantes de développement d'une manière politiquement utile comme moyen de contribuer à la prise de décisions de politique socio-économique efficace. Une plus grande transparence et davantage de données et d'informations sûres seront nécessaires pour mieux aider dans cette direction.

11. Une importante leçon qui a été tirée est que la grande majorité du peuple laotien manque encore les capacités nécessaires pour participer et bénéficier des opportunités économiques créées par l'ouverture croissante du pays au commerce étranger et au IDE. Certaines politiques économiques ambitieuses sont également en de ça des capacités régulatrices et institutionnelles – toujours en développement- du gouvernement à agir de la façon la plus bénéfique pour la nation et le peuple lao. Le renforcement des capacités au niveau local dans les zones rurales sera particulièrement nécessaire pour atteindre les objectifs du Millénaire.

12. ADR recommande en priorité que le PNUD construise et renforce son rôle stratégique de conseiller politique tout en se concentrant sur des programmes moins nombreux mais plus profonds qui aient un impact plus direct sur la réduction de la pauvreté. La nécessité d'accorder une plus grande attention à l'égalité des sexes et à l'émancipation des femmes qui ont un effet multiplicateur sur le développement économique et humain a été soulignée. L'intensification d'initiatives positives pilotées aux niveaux national et sous national a été également recommandée.

13. Sur la base des leçons politiques importantes apprises au cours des cinq dernières années et qui ont été soulignées lors de la table ronde qui s'est réunie en octobre 2010, une croissance plus inclusive et équitable exige qu'une attention particulière soit accordée à la gouvernance effective, notamment la gouvernance économique. Celle-ci inclut : 1) la création d'opportunités pour un débat plus ouvert, plus approfondi et plus utile sur des questions de développement importantes; 2) la garantie qu'une portion substantielle des revenus des ressources naturelles du pays sera transférée au budget du gouvernement et sera investie dans le développement humain; 3) la mobilisation du IDE de haute qualité pour créer du travail et des revenus pour le peuple lao, le transfert des compétences valables et la protection des actifs de l'environnement; 4) l'appui plus effectif, équitable et

durable à la gestion des ressources naturelles, y compris la garantie juridique des droits fonciers des familles et communautés laos, notamment dans les zones rurales : 5) la création d'un environnement favorable au développement du secteur privé et une génération de la main d'œuvre intensive, y compris dans la transformation, la fabrication, le tourisme et la valeur ajoutée dans l'agriculture et la transformation des aliments; 6) l'aide au peuple lao pour l'amener à mieux se préparer à la concurrence intérieure et à bénéficier d'une intégration plus profonde à l'ASEAN et plus tard à l'OMC; 7) la garantie que les femmes ont un accès équitable aux opportunités économiques et à des positions de responsabilité dans le gouvernement; et 8) à la base de tout cela, le développement plus en avant des systèmes de gouvernance, y compris l'augmentation de la transparence.

III. Programme proposé

14. Le programme de pays 2012-2015 a été développé en consultation étroite avec le gouvernement et tous les partenaires du développement en parallèle avec la finalisation du Plan d'action du Cadre de l'assistance au développement des Nations Unies (PNUAD). Il apportera son appui à des initiatives stratégiques limitées qui ont un impact direct sur la réduction de la pauvreté, la réalisation des objectifs du Millénaire du développement et le renforcement en amont de la politique de services consultatifs. Les quatre priorités du programme suivant découlent du Plan d'action du FNUAD 2012-2015 qui est pleinement aligné sur le PNDSE : 1) atteindre une croissance inclusive et durable et réaliser les objectifs du Millénaire du développement par un processus de table ronde; 2) établir une gouvernance effective; 3) garantir des ressources naturelles durables, la gestion de l'environnement et l'adaptation au changement climatique; et 4) réduire l'impact des munitions non explosées (UXO). La capacité de développement, l'efficacité de l'aide, la gestion des résultats du développement et la responsabilisation seront des objectifs transversaux. L'égalité des sexes sera un vecteur de progrès pendant tout le processus des OMD.

15. L'unique rôle du PNUD dans le processus de la table ronde est d'être l'élément central de la mobilisation de toute l'aide du Programme afin de mieux appuyer les efforts de développement du gouvernement et provoquer un effet multiplicateur en vue d'un dialogue pour une politique éclairée, l'efficacité d'une aide accrue et une mobilisation pour une ressource renforcée en vue du septième PNDSE. Cette approche à faible coût mais avec des portées considérables met le PNUD dans la situation d'être plus efficace et effectif et d'être un partenaire de développement réactif et de contribuer à un changement auquel bénéficie tout le peuple lao et de renforcer le développement national. L'objectif ultime est d'aider le gouvernement et la communauté de développement au moyen du processus de table ronde, d'atteindre les objectifs précieux du septième PNDSE, y compris les OMD et la notation relative aux PMA.

16. *Atteindre une croissance inclusive et durable et les objectifs du Millénaire.* Grâce au processus de la table ronde, une attention accrue sera accordée aux questions de gouvernance économique qui seront le plus à même d'avoir des effets sur la réalisation d'une croissance inclusive et équitable et des objectifs du Millénaire. Une attention spéciale sera accordée à la garantie que la croissance tiendra compte de l'égalité des sexes et le développement par le processus de la table ronde ainsi qu'une aide directe mieux ciblée dans d'autres secteurs

stratégiques pour les genres comme la formation des femmes à occuper des postes de responsabilité. L'assistance à la construction des capacités sera fournie afin de recueillir des données sûres au moment opportun, y compris des données ventilées qui sont nécessaires pour mieux éclairer des analyses de fond sur des questions de développement, des débats sur des projets qui y sont liés et une meilleure prise de décision. Plusieurs forums de processus de table ronde seront mieux adaptés pour assister davantage le gouvernement à atteindre le septième PNDSE. L'efficacité des groupes de travail du secteur du processus de table ronde sera renforcée par la consolidation des capacités de leurs secrétariats respectifs et par l'établissement de liens transparents avec les objectifs de PNDSE, notamment de OMD et la notation relative aux PMA. Le développement d'un pool de financement souple auquel tous les partenaires au développement seront invités à contribuer sera étudié avec l'objectif de faciliter une réponse à point nommé aux priorités émergentes. Le PNUD continuera de renforcer ses capacités nationales et infranationales de planifier, de mettre en œuvre, de suivre et d'analyser les conséquences des interventions sur les plus pauvres et les plus vulnérables.

17. *Gouvernance effective.* L'appui à la mise en œuvre effective d'initiatives politiques importantes au septième PNDSE et au Cadre d'accélération des OMD sera fournie par des interventions transversales visant à renforcer la gouvernance et les capacités de prestations au niveau national et infranational. Le programme de gouvernance appuiera la mise en œuvre systématique d'initiatives politiques majeures dans la règle du droit et l'amélioration du service public et créera un environnement favorable pour permettre à la société civile naissante de participer à un développement plus inclusif. La réforme de l'administration publique devra accorder une attention spéciale à l'accès équitable des genres au service public et judiciaire. Des mécanismes en vue d'une plus forte représentation des personnes et notamment des femmes à l'Assemblée nationale ainsi que l'opportunité de leur permettre de prendre part à la planification locale, au choix des priorités et au processus de prise de décision devraient être appuyés. Le renforcement du service civil qui joue un rôle très important dans la fourniture des services exigés pour atteindre les objectifs du Millénaire du développement devrait également retenir l'attention. Le programme facilitera l'élargissement au niveau national de projets pilotes réussis d'initiatives gérées localement y compris la radio de la communauté et des fonds de développement de district et contribuant davantage à la réalisation des objectifs du développement. Les liens entre les zones de gouvernance politique et les domaines de gouvernance économique sélectionnée s'élargiront de plus en plus pour aider à atteindre la croissance exclusive et les objectifs du septième PNDSE.

18. *Assurer des ressources naturelles durables, la gestion de l'environnement et l'adaptation au changement climatique.* En réagissant au lien existant entre la pauvreté et l'environnement et en se concentrant sur les OMD7, le PNUD aidera au renforcement des capacités pour élaborer et mettre en œuvre des stratégies, des politiques et des plans liés à la gestion des ressources naturelles, la réduction des risques de catastrophes(RRC) et le changement climatique. Des programmes basés sur la gestion forestière participative, l'agro biodiversité et des modèles de gestion des ressources hydrauliques ainsi que des approches locales adaptation/atténuation du changement climatique répondront à ces domaines de priorité de manière intégrée. La préparation à la RRC et la réponse, y compris l'adaptation au

changement climatique sera effectuée grâce au développement de capacités nationales et infranationales.

19. *Réduire l'impact de UXO.* Le PNUD qui reconnaît la forte corrélation entre la contamination par UXO et la prévalence de la pauvreté renforcera l'appui à une politique pertinente à cet égard ainsi qu'au développement de la capacité de nettoyage de UXO, l'enseignement des risques et la coordination dans ce domaine. La réalisation des OMD9 continuera à être une priorité et le soutien à la mise en œuvre de la Stratégie 2010-2020 concernant le Secteur UXO en vertu du CCM se poursuivra. Le PNUD améliorera la coordination et la mobilisation des ressources au moyen du Fonds d'affectation spéciale UXO pour permettre à République démocratique populaire lao de réaliser les objectifs OMD9 et les obligations de la CCM.

IV. Gestion, suivi et évaluation du programme

20. Le programme de pays du PNUD sera mis en œuvre au niveau national par le gouvernement de la République démocratique populaire lao avec la coordination du Département de la coopération internationale Ministère de la planification et de l'investissement). La mise en œuvre nationale est la norme étant donné que la modalité d'implantation du projet et les partenaires de la mise en œuvre seront choisis sur la base de leurs capacités et du mandat. Le PNUD fournira l'assistance technique, l'accès aux réseaux de connaissance globale/régionale, la coopération sud-sud, l'achat et d'autres services d'appui. Les volontaires des Nations Unies appuieront le renforcement des capacités nationales et encourageront le volontarisme.

21. Le plan d'action du PNUAD servira d'instrument de gestion globale du programme de pays du PNUD. Les plans de travaux annuels seront approuvés et signés par le PNUD et des partenaires nationaux de mise en œuvre. Les performances et les résultats seront suivis/évalués aux niveaux du programme, des réalisations et des produits dans la ligne de la politique d'évaluation interne du PNUD. Les activités d'assurance de projet, y compris des vérifications ponctuelles amélioreront le suivi et l'évaluation (M&E) ainsi que le contrôle interne par les partenaires de mise en œuvre. Dans la ligne de l'engagement des Nations Unies dans « Unis dans l'action » la Déclaration de Vientiane sur l'efficacité de l'aide et l'initiative mondiale des Nations Unies en ce qui concerne l'approche harmonisée sur le transfert en espèces, le programme de pays appuiera l'harmonisation parmi les partenaires du développement et l'alignement sur les systèmes nationaux. Le PNUD poursuivra les programmes communs et s'associera avec d'autres partenaires et organisations des Nations Unies.

Le budget du programme de pays est évalué à 70,5 millions de dollars dont 12,2 millions de dollars des ressources ordinaires du PNUD en tant que catalyseur. Pour mobiliser les 58,3 millions de dollars pour des obligations non essentielles le gouvernement et le PNUD renforceront les partenariats existants avec les donateurs y compris le Fonds d'environnement mondial et les institutions financières internationales et exploreront de nouveaux partenariats avec les donateurs émergents et le secteur privé.

Annexe

Cadre de résultats et d'allocation des ressources pour la République démocratique populaire lao, 2012-2015

Ressources pour 2012-2015 : Ordinaire : \$12 206 620; Autre : \$58 355 100; Total : \$70 561 720

Priorité nationale ou Objectif : Pour atteindre les objectifs du septième PNDSE, assurer une croissance inclusive et durable, réaliser les OMD et la base de la sortie des PMA en 2020

Programme de pays/résultat PNUAD : En 2015, une croissance plus équitable et durable est encouragée pour la population pauvre de la République démocratique populaire lao

Indicateurs de réalisation : Pourcentage du budget annuel du gouvernement est alloué aux programmes de réduction de la pauvreté; pourcentage des revenus du gouvernement provenant de IDE est investi annuellement dans les secteurs de la santé et de l'éducation

Domaine de focalisation du plan stratégique : Réduction de la pauvreté

Contribution du partenaire	Contributions des autres partenaires	Contribution du PNUD	Indicateurs, références et cibles pour les contributions du PNUD	Indicatif de produits du programme de pays (dollars)	Montant indicatif des ressources (dollars)
Le gouvernement accordera la priorité au développement humain, à la réduction de la pauvreté et à la croissance équitable et assurera le leadership dans l'accélération de la réalisation des objectifs du Millénaire.	Les partenaires du développement prennent part activement au renforcement de la coordination de l'aide sectorielle à travers des Groupes de travail sectoriels (GTS) du processus des tables rondes	Le PNUD fournit l'assistance technique et des conseils consultatifs et aide à créer un espace pour un dialogue politique ouvert et éclairé sur des questions de développement importantes et émergentes, pour PNDSE axé sur les OMD, mise en œuvre du suivi et de l'évaluation pour les pauvres par le RTP	Indicateur : 1) # Tables rondes fructueuses et mises en œuvre des réunions soutenues par le PNUD; 2) disponibilité de données de base du fonctionnement de APD; 3) disponibilité d'un système solide M&E pour le septième PNDSE; 4) % des investissements notés comme « investissements de qualité » basés sur des critères Référence : 1) N/A; 2) APD pas de base de données opérationnelles; 3) Projets d'indicateurs pour le septième plan; 4) Pas de classification d'investissements jusqu'à 2010 Cible : 1) 4 by 2015; 2) Base de données APD développée d'ici à 2015 contenant toute APD reliée à l'information; 3) systèmes M&E sensibles au	Capacité locale renforcée pour les OMD basés, mise œuvre du PNDSE et de M&E orienté vers des résultats et sensible au genre; APD mieux coordonnée par le RTP, amélioration de la qualité des données (y compris celles ventilées par le genre) meilleur système de suivi et de contrôle de IDE; un fonds de financement souple pour répondre aux questions importantes de la gouvernance économique.	Ordinaire : 4 950 000 Autre : 4 855 100

Contribution du gouvernement partenaire	Contributions des autres partenaires	Contribution du PNUD	Indicateurs, références et cibles pour les contributions du PNUD	Indicatif de produits du programme de pays	Montant indicatif des ressources (dollars)
			genre renforcés et durables; 4) 30 % basés sur des critères récemment définis		
Priorité nationale ou Objectif : Mise en œuvre de la stratégie de la gouvernance du secteur					
Programme de pays/résultats du PNUD : D'ici 2015, bénéfices pour les pauvres et les vulnérables grâce à des prestations améliorées des services publics, la protection effective de leurs droits, et une plus grande participation à des processus transparents de prise de décision.					
Indicateurs de résultat : Révision de la loi sur l'administration locale pour autoriser celle-ci à gérer la prestation des services; progrès dans la mise en œuvre du secteur juridique du plan directeur stratégique Progrès des orientations sur la « loi sur les lois », sur les normes unifiées pour les projets de lois, sur le cadre juridique pour l'établissement de conseils locaux; et sur le nombre de APM (organisations locales de la société civile : les OSC) enregistré					
Domaines de focalisation du plan stratégique : gouvernance démocratique					
Contribution du gouvernement partenaire	Contributions des autres partenaires	Contribution du PNUD	Indicateurs, références et cibles pour les contributions du PNUD	Indicatif de produits du programme de pays	Montant indicatif des ressources (dollars)
Le gouvernement est pleinement engagé dans le plan stratégique de gouvernance (2011-20) et l'a démontré à travers la création d'un comité directeur de haut niveau chargé de la surveillance au cours réforme de la gouvernance, et les allocations de ressources du gouvernement pour les trois programmes de	Les partenaires du développement apportent leur appui aux objectifs du plan stratégique sur la gouvernance. Le programme mondial de gouvernance sera activement coordonné par le GTS de la gouvernance qui est co-présidé par le PNUD.	À travers trois grands programmes sur la primauté du droit, la prestation de services, et la participation populaire, le PNUD appuie la mise en œuvre des trois piliers respectifs du plan stratégique du gouvernement sur la gouvernance.	Indicateur : 1) Pourcentage de l'Assemblée nationale (AN) avec des membres ayant des compétences en rédaction législative et en révision; 2) 74% des recommandations acceptées de l'examen périodique universel sont pleinement mis en œuvre; 3) # des OSC et des stations de radio communautaire; 4) Système de compétence et de mérite basé sur la gestion des services civils de performance; 5) Nombre de districts bénéficiant de transferts fiscaux décentralisés Références: (1) 52 %; (2) 0 %; (3) 1 CSO, 3 radios	Contrôle du législatif et rôle de représentation de l'AN renforcée; capacités accrues pour offrir aux pauvres des services; réforme du secteur juridique, mise en œuvre et les droits humains réalisés progressivement; un accès accru à l'information et la participation des populations dans la planification et la prise de décisions, le soutien aux macro réformes pour améliorer les l'efficacité, la responsabilisation et la transparence dans	Ordinaire : 3 906 240 Autre : 11 700 000

Contribution du gouvernement partenaire	Contributions des autres partenaires	Contribution du PNUD	Indicateurs, références et cibles pour les contributions du PNUD	Indicatif de produits du programme de pays	Montant indicatif des ressources (dollars)
réforme majeure (primauté du droit, participation populaire, amélioration des services publics).			<p>communautaires; 4) Seuls les projets de système disponibles; publique. (5) 35</p> <p>Cible : 1) 80 %, en particulier les femmes; 2) 100 %; 3) nouvelles OSC opérationnelles; 100 OSC, 10 radios communautaires, 4) la compétence est fondée sur le mérite du système de gestion des services civils en place; 5) 70</p>		
Priorité nationale ou Objectif : gestion des ressources naturelles et adaptation au changement climatique					
Programme de pays/Résultats du PNUAD : D'ici 2015, gestion durable des ressources naturelles (GRN) amélioration grâce à la gouvernance renforcée et la participation communautaire					
Indicateurs de résultat : Rythme de la déforestation en pourcentage par an; nombre d'accords de gestion participative naturelle des ressources basée sur un régime foncier sûr et signé					
Domaine de focalisation du plan stratégique : Environnement et développement					
Contribution du gouvernement partenaire	Contributions des autres partenaires	Contribution du PNUD	indicateurs, références et cibles pour les contributions du PNUD	Indicatif de produits du programme de pays	Montant indicatif des ressources (dollars)
Le gouvernement conduit la politique et exerce le leadership en matière de réglementation pour améliorer la gouvernance promouvoir et mettre en œuvre la participation communautaire dans la GRN.	Les partenaires du développement appuient l'application de la loi locale de GRN, la politique de mise en œuvre et promeuvent les approches participatives.	Le PNUD fournira un appui au Gouvernement pour la mise en œuvre du cadre juridique relatif aux conventions de Rio et le développement de modèles de GRN participatifs.	<p>Indicateur : 1) Nombre de programmes de formation pour le personnel provincial/de district sur le cadre juridique national lié à trois conventions de Rio; 2) Nombre de cogestion participative des modèles pour les ressources naturelles avec correspondants programmes sexospécifiques; Base : 1) 0; 2) 1 pour les forêts de production en 2010 Cible : 1) 3 modules de formation; 2) 3 d'ici 2015</p>	Capacités des autorités nationales et infranationales améliorées pour une meilleure gestion de l'environnement comme la foresterie et par les lois de la pêche; L'engagement des communautés dans la GRN renforcée	<p>Ordinaire : 950 380</p> <p>Autre : 8 800 000</p>

Programme de pays/résultat du PNUAD : D'ici 2015, le gouvernement et les communautés auront mis en œuvre une meilleure adaptation aux changements climatiques et les catastrophes naturelles vulnérabilités seront réduites dans les secteurs prioritaires

Indicateurs de résultats : Nombre de secteurs prioritaires avec un plan incluant explicitement atténuation des changements climatiques et l'adaptation; moyenne de la population affectée par des catastrophes naturelles par million d'habitants par décennie

Domaine de focalisation du plan stratégique : Environnement et énergie/prévention des crises et relance

Contribution du gouvernement partenaire	Contributions des autres partenaires	Contribution du PNUD	indicateurs, références et cibles pour les contributions du PNUD	Indicatif de produits du programme de pays	Montant indicatif des ressources (dollars)
Le gouvernement renforce ses capacités d'analyser et de se préparer aux catastrophes naturelles et au changement climatique et aux risques liés aux secteurs prioritaires, et intègre la gestion des catastrophes climatiques.	Les partenaires du développement fournissent un soutien coordonné pour permettre au gouvernement de mettre en œuvre des stratégies et des plans pour la gestion des catastrophes naturelles et le changement climatique.	Le PNUD encouragera une faible émission de CO2, un développement résilient au climat dans les secteurs prioritaires de développement, et renforcera la capacité RRC des institutions gouvernementales aux niveaux national et local.	Indicateur : 1) Mesure dans laquelle le développement résilient au climat est intégré aux plans nationaux de développement; 2) projet de loi sur la gestion des catastrophes Références : 1) le septième PNDSE inclut des références générales aux changements climatiques; 2) aucun projet de loi comme en 2010 Cible : 1) Le huitième PNDSE qui est sensible au genre intègre les résultats du développement à la faible émission de CO2 et résilient au changement climatique avec des budgets clairs dans 3 secteurs prioritaires; projet de loi 2) en 2015	Faible taux d'émission programmes résilients au climat dans des secteurs clés (agriculture, ressources en eau et foresterie); réponse du gouvernement et de la collectivité aux situations d'urgence et adaptation renforcée au changement climatique; les organisations de femmes ont engagées un dialogue systématique sur les stratégies d'adaptation et d'atténuation.	Ordinaire : 680 000 Autre : 8 400 000
changements climatiques dans les plans de développement comme une question prioritaire.					

Priorité nationale ou objectif : UXO action (MDG 9)

Programme de pays/résultat du PNUAD : En 2015, l'impact des munitions non explosées sur la population dans démocratique populaire lao République diminue grâce aux actions collectives des gouvernements national et local et des communautés

Indicateurs de résultats : Nombre de victimes de UXO par an; d'hectares libérés en vue d'une utilisation productive annuelle par tous les opérateurs de UXO, stratégie d'assistance aux victimes dans le cadre la Convention sur les armes à sous munitions (CCM)

Domaines stratégiques d'intervention du plan : prévention des crises et redressement

Contribution du gouvernement partenaire	Contributions des autres partenaires	Contribution du PNUD	indicateurs, références et cibles pour les contributions du PNUD	Indicatif de produits du programme de pays	Montant indicatif des ressources (dollars)
Le gouvernement adopte une approche sectorielle pour le secteur des UXO et la réalisation de OMD9 par la mise en œuvre de la stratégie nationale de « Voie sûre à suivre II ».	Les partenaires du développement fournissent une assistance technique et financière au secteur des munitions non explosées conformément à l'esprit de la CCM. Grâce au groupe de travail du secteur des munitions non explosées, les partenaires au développement appuient le renforcement de la gouvernance du secteur et la promotion de l'efficacité de l'aide	Le PNUD fournit une assistance technique et soutient le développement des capacités afin que le gouvernement puisse s'acquitter de ses obligations en vertu du CCM, OMD 9, et la stratégie du secteur des munitions non explosées en mettant l'accent sur le genre. Le PNUD appuie la coordination de l'aide et favorise son efficacité dans le secteur des munitions non explosées en co-explosées en co-président SWG.	Indicateur : 1) Terrains libérés en priorité conformément aux normes nationales et le CCM par an, 2) progrès sur la capacité de gestion des programmes durables pour des UXO; 3) Nombre de survivants aux munitions non explosées, dont les besoins sont pris en compte; 4) Nombre de districts avec plan de déminage fondé sur les études ventilées sur le genre Base de données : 1) 2600 ha/an en 2009; 2) 1 point sur 4 en 2010; 3) 0 4); Aucun Cible : 1) maintenir le même niveau de déminage par an (2600 ha), 2) 4 points complets en 2015; 3) 10 000 en 2015; 4) 20 en 2015	UXO Lao est mieux à même de gérer les programmes de déminage et de sensibilisation aux risques; l'autorité réglementaire nationale pour le secteur de l'action UXO/mine est mieux en mesure de coordonner et de réglementer le secteur des munitions non explosées; les institutions nationales sont capables de mettre en œuvre les obligations du CCM.	Ordinaire 1 720 000 Autre : 24 600 000